

Le Roi est mortVive le Démocrate

Ca y est, c'est sûr, l'ère Maouya semble cette fois à jamais révolue comme une peau de chagrin et apparemment personne ne s'en plaint.

C'est, en effet, ce mercredi 3 Août que l'armée a déchu l'ancien président, au moment où il se trouvait à l'extérieur du pays.

Certes, nous sommes tous d'accord pour dire que ce coup de force est anti-constitutionnel, mais nous pensons qu'au regard de la situation tragique que traversait le pays il ne peut en être autrement. L'économie est exsangue, la gabegie, le népotisme, le tribalisme, la corruption, l'hypocrisie souriante sont monnaie courante, sans parler de multiples purges souvent extra-judiciaires orchestrées en particulier, à l'encontre des opposants radicaux au régime.

Il est vrai que l'ancien régime peut s'enorgueillir d'avoir tenté d'instaurer la liberté d'expression, le pluralisme politique à la fin des années 80 et, ce faisant, l'on a assisté à la mise en place d'institutions démocratiques. Les mauritaniens malmenés à l'époque par plus d'une décennie de régime militaires plus ou moins dictatoriaux, avaient salué avec une grande euphorie cette nouvelle ère sur laquelle ils avaient fondé tous leurs espoirs pour sortir du joug militaire et du retard qui les claquemuraient. Seulement voilà, ces institutions ont été vite détournées de leurs véritables missions. Certes, à l'époque bon nombre d'observateurs politiques ne misaient pas un ouguyia sur la réussite du processus, vicié au départ, car et quoi qu'on en dise, greffé sur un système socio-politique tribal et donc archaïque. On comprendrait donc les ratés signalés entre les années 86 et 90. Cependant, ce que l'on peut comprendre c'est la dérive qui s'ensuivit, en particulier, après le vote de la constitution de 91 au moment où le pays commence à se familiariser réellement aux faits démocratiques et au moment où tous les verrous dictatoriaux à travers le monde commencent à sauter : Mur de Berlin etc. Mais rien n'y fait, le pays, et malgré un pluralisme, il est vrai quelquefois débridé, commence sa descente aux enfers en matière de démocratie et de respect des droits de l'homme. C'est que le Parti-Etat ; le PRDS, le parti le plus nanti parce qu'au pouvoir a faussé le jeu. Loin de proposer un projet politique et social républicains et ancrés sur les préoccupations en matière de développement économique et social et d'insuffler une culture de la démocratie en favorisant le dialogue au sein de la classe politique encore immature et en particulier l'opposition, c'est plutôt la culture du profit matériel, de l'hypocrisie et du mensonge qu'il a enraciné et banalisé, gangrenant ainsi presque tout le tissu socio-politique.

Mieux encore, tous les partis d'opposition teintés de radicalisme -fussent ils, à l'époque, porteurs ou non de projets sociaux intéressants pour la pays- sont neutralisés, écartés de la scène politique ou agonisés financièrement ou tout simplement délestés de leurs adhérents à qui on n'a de cesse de miroiter les avantages qu'ils pourraient tirer en adhérant au PRDS.

Et rares sont ceux qui y résistent, car il suffisait de faire allégeance au chef ou quelquefois de faire un tabac à son "applaudimètre" au moment de ses discours politiques à l'intérieur du pays.

C'est donc compte tenu de ce sombre tableau que ce parti-bulle n'a pas pu survivre aux remous politico-militaires du 3 Août ; voyant ainsi, impuissant, sa direc-

tion se déliter comme une peau de chagrin, en dépit des gesticulations cathodiques désespérées de quelques uns de ses responsables au lendemain du coup d'état (Nous pensons en particulier au meeting de Rosso).

A cet effet, on ne peut que dire bon courage pour les militaires durant leur transition ainsi qu'au premier gouvernement de l'alternance dans deux ans, on l'espère, tout en sachant que les défis qui les attendent sont gigantesques, nous pouvons en citer 4 ou 5 axes qui nous semblent prioritaires.

Nous avons voulu expressément que ces chantiers soient axés exclusivement sur le volet social et non politique qui nous semble peu prioritaire, à l'heure actuelle.

La moralisation de la vie publique

On ne peut la réussir qu'en rompant définitivement avec les pratiques et surtout les hommes de l'ancien système. Sevrés dans le monde de la corruption et de l'hypocrisie, on ne peut désormais leur faire confiance. Cela ne veut pas dire qu'il faille -comme le préconisent certains- les poursuivre pour des délits de détournements de deniers publics qu'ils pourraient avoir commis durant leurs mandats politiques - ce qui serait compliqué et contre-productif - mais tout simplement les écarter de la gestion des affaires publiques, ce qui n'est, somme toute, pas compliqué car ceux sont connus de tous.

En revanche, il serait urgent et impérieux de mettre fin à l'impunité qui est devenue naturelle chez nous et qui fait ainsi le lit de la vénalité et de beaucoup d'autres maux sociaux.

A cet égard, il serait souhaitable qu'une cour des comptes soit mise sur pied avec à sa tête une équipe d'hommes triés sur les volets en raison de leur intégrité et loyauté.

Il serait souhaitable, en cas d'éventuelles malversations financières, que les responsables soient jugés publiquement et punis pour l'exemple, quelques cas similaires suffiraient, sans doute, à juguler efficacement la corruption.

Le Social

Ce devait être une des grandes priorités du CMJD et des futurs élus du pays car, en effet, c'est un problème récurrent, en particulier par rapport au pouvoir d'achat des fonctionnaires.

En effet, les petits salaires incitent à la petite corruption des petits fonctionnaires surtout quand ils sont encouragés par celle des grands qui, elle n'est pas petite.

L'absentéisme est aussi une conséquence de la précarité, un fonctionnaire mal payé a tendance à quitter son travail avant l'heure ou dans certains cas toute la journée, à la recherche d'un autre moyen de pitance.

A cet effet, une augmentation substantielle des salaires -à hauteur de 100%- serait une bonne chose, surtout au moment où le pays se prépare à profiter des rentes tant attendues du gaz et pétrole.

Par ailleurs, il serait utopique et illusoire de croire que toute augmentation des salaires aussi substantielle qu'elle fut serait efficace sans un strict contrôle des prix des denrées.

Car si à chaque fois, comme on l'a particulièrement vu à l'occasion de la dernière majoration (Janv. 05) les prix montent concomitamment -et anarchiquement- à la hausse des salaires, cela n'arrangerait personne puisque, comme Sisyphé, on retournerait éternellement à la case départ.

C'est pourquoi un observatoire des prix doit être créé par les nouvelles autorités afin que les fluctuations des prix soient bien contrôlés et régulés et pour que les contrevenants soient punis : Quelques exemples, encore une fois, de poursuites judiciaires, faites dans l'impartialité suffiraient pour que cette opération réussisse.

L'enseignement

Sans bonne éducation, point de développement, c'est devenu presque un adage. Qu'on le sache une bonne fois. Depuis quelques temps ce secteur important est sacrifié au nom de la lutte contre l'analphabétisme, comme si nos

ex-dirigeants voyaient le monde à l'envers.

Inculquer le savoir et la connaissance à nos jeunes est un gage pour la création d'un état moderne et développé économiquement et socialement, ce qui garantirait une véritable démocratie où chacun sait sa place, son droit et son devoir. Cela ne peut se faire que par une politique volontariste qui améliorerait les conditions de vie et de travail de l'enseignant en salaire et en couverture sociale afin de le motiver ; développerait l'infrastructure scolaire : écoles, matériels scolaires ; adapterait l'enseignement aux impératifs de développement socio-économiques du pays, en remaniant les manuels scolaires ; mettrait l'accent sur la recherche technologique et universitaire et sur l'enseignement professionnel lié aux petits métiers, en particulier, pour les jeunes en situation d'échec scolaire.

Par ailleurs, il est débile et tout autant inacceptable que nos " grosses têtes " soient contraintes d'émigrer ou rester à l'étranger sous prétexte de manque d'emploi.

Il est aussi inacceptable que bon nombre de nos chers étudiants, souvent Bac + 10, trouvent normal de rester à l'étranger parce qu'ils ne trouvent pas au pays le poste ou le laboratoire qui correspond à leurs profils académiques. L'emploi doit donc être l'une des grandes priorités de tous. Un état qui ne crée pas d'emploi et un état qui ne produit pas et, de ce fait, c'est un état qui se meurt. L'emploi doit être garanti par l'état dans la limite des possibilités offertes par le marché et des profils et qualifications requis.

Une chose est désormais impérieuse : L'égalité des chances face aux postes budgétaires qu'offre l'état. Cela éviterait au moins la fuite des cerveaux évoquée plus haut et...l'inégalité tout court. Une fois ces grands défis réussis, la démocratie viendrait d'elle-même et aura un sens pour le citoyen ordinaire.

AHMED SALEM OULD BRAHIM
PROFESSEUR AU CIREL DE L'UNIVERSITÉ
DE NOUAKCHOTT